

Droits de l'homme et internationalisme

dimanche 19 décembre 2010, par [Denis COLLIN](#)

L'attribution du prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiaobo (condamné à 11 ans de réclusion pour « subversion ») a permis une nouvelle fois de montrer combien la question des droits de l'homme et du citoyen peut faire clivage à gauche. Après un livre révisionniste sur Staline (au sens où l'on parle de révisionnisme pour certains écrits sur la Shoah comme ceux de Nolte), Domenico Losurdo, mieux inspiré quand il s'occupe de la philosophie allemande du XIXe siècle, considère ce prix Nobel comme un « manifeste de guerre » des puissances occidentales contre la Chine... Que la Chine méprise les droits les plus fondamentaux, que le parti unique prétendument communiste soit l'agent d'une exploitation féroce des ouvriers chinois privés de tous les droits sociaux (santé, éducation, retraite) et soumis à des horaires infernaux pour des salaires de misère, cela n'inquiète pas Losurdo. Abandonnant tout point de vue « lutte de classes » - Losurdo a presque ouvertement envoyé Marx à la poubelle de l'histoire - il ne raisonne plus qu'en terme d'affrontements entre blocs, exactement comme ses ennemis jurés américains et comme l'ont toujours fait les « sociaux-chauvins » de tous les temps. Simplement, comme il est dégoûté de son propre pays, où le PCI dont il fut membre s'est lamentablement effondré pour se réduire à une collection de groupuscules plus impuissants les uns que les autres, il est devenu un social-chauvin chinois...

En France, la situation n'est pas très différente. Savoir ce que pense le PCF de ces questions est bien difficile car le PCF est devenu, pour le meilleur et pour le pire un parti « pluriel »... Quant à l'Humanité, la ligne est bien fluctuante. Il arrive que, selon la vieille méthode, on utilise des interviews d'intellectuels pour dire ce qui est visiblement encore difficile à entendre dans un appareil encore largement façonné par l'époque stalinienne. Ainsi en février 2010, le journal qui n'est plus celui du PCF, donne la parole au sinologue Alain Roux qui termine ainsi son propos : « La répression sanglante des manifestations pacifiques de la place Tian'anmen en juin 1989 et les lourdes condamnations récentes d'intellectuels chinois, coupables comme Liu Xiaobo d'exiger la liberté d'expression et d'organisation, montrent que, ainsi réduit, le maoïsme comme avatar d'un socialisme bureaucratique et policier subsiste de nos jours et empêche le peuple chinois de lutter contre les injustices dont il est victime, pour le plus grand profit d'oligarques chinois et de multinationales étrangères. » Du côté de l'autre composante du Front de gauche, on se souvient en revanche des tonitruantes interventions du président du Parti de Gauche en faveur de la répression chinoise au Tibet. Depuis, le député européen du PG s'est même prononcé pour une alliance stratégique avec la Chine.

Il ne devrait pourtant y avoir aucun problème sur la question des libertés en Chine. Même si on admettait (ce qui est tout bonnement extravagant !) que la Chine fût à quelque titre un « État socialiste », on devrait au moins se rappeler ce que Rosa Luxemburg écrivait aux bolcheviks qui venaient de renverser le gouvernement transitoire de Kerenski. Critiquant chez les dirigeants russes « le mépris le plus glacial à l'égard de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et de réunion, bref de tout l'appareil des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires », elle rappelait : « c'est un fait absolument incontestable que, sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable. » Et elle se plaçait d'ailleurs du point de la « dictature du prolétariat » dont se réclamaient Lénine et Trotsky : « c'est que si la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une éducation politique des masses populaires, tout au moins au-delà de certaines limites assez étroites, pour la dictature prolétarienne, au contraire, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut vivre. » Et elle concluait d'un jugement sans appel : « La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme de la "justice", mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la "liberté" devient un privilège. » (Rosa Luxemburg, La révolution russe).

On nous dit que Liu Xiaobo est un « libéral » (quelle horreur !) partisan des privatisations. Et donc sa cause ne pourrait pas être celle des communistes et de la gauche. Outre le fait que la liberté ne se divise pas, dans cette affaire on fait semblant d'oublier que le gouvernement chinois est l'ami des capitalistes du monde entier, que les immenses profits qu'il tire de la croissance économique sont réinvestis dans des fonds souverains et dans toutes sortes d'opérations industrielles, commerciales et financières (notamment en Afrique) qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à du néocolonialisme. Sans parler des bons du trésor US dont les intérêts sont prélevés sur le travail des ouvriers américains. Liu Xiaobo est en prison, non pas pour ses idées pro-capitalistes, mais parce que, naïf qu'il est, il croit que le capitalisme va de pair avec la démocratie. Le PCC lui fournit la démonstration du contraire, démonstration qui vaut pour nos libéraux d'ici : le parti unique, les syndicats à la botte de l'État et la mise en coupe réglée des libertés politiques élémentaires sont parfaitement adaptées à un capitalisme performant apte à faire suer de la plus-value relative et absolue à haute dose. Une leçon d'ailleurs que Poutine tente aussi d'administrer de son côté – bien qu'avec beaucoup moins de réussite.

Inversement, si les idées de Liu Xiaobo avançaient en Chine, on aurait un bouillonnement politique dont l'action collective tirerait parti et au premier chef avec la démocratie politique se développeraient des syndicats indépendants et non ces machines corporatistes qui se baptisent syndicats. Ajoutons que si l'action ouvrière se développe en Chine, il deviendra moins facile pour les capitalistes de faire jouer la concurrence chinoise contre les revendications ouvrières ici en Europe ou aux États-Unis.

L'exemple chinois et "l'affaire" Liu Xiaobo est un concentré des questions politiques les plus générales. Dans sa grande majorité la gauche et notamment la prétendue gauche vraiment de gauche a abandonné tout concept sérieux de l'internationalisme ouvrier. À la place nous avons des liens internationaux entre partis et le soutien à quelques gouvernements antidémocratiques ou à aspirations bonapartistes, comme celui de Chavez qui vient de se faire voter les pleins pouvoirs. Mais l'internationalisme ne consiste pas à se pavaner aux côtés de Chavez ou de faire à Bruxelles une bruyante démonstration de soutien aux dictateurs de Cuba (ainsi que vient de le faire le président du PG). L'internationalisme consiste à partir des intérêts de classe des travailleurs du monde entier. Les intérêts des ouvriers chinois sont que leurs salaires montent et qu'ils bénéficient de droits sociaux et de droits à l'éducation supérieure dont ils sont actuellement privés. Les intérêts des ouvriers sont aussi qu'une concurrence sauvage ne leur soit pas faite qui ruine les acquis des luttes sociales par les délocalisations ou ce que les capitalistes peuvent obtenir en usant de la menace des délocalisations. Donc la liberté pour les ouvriers chinois et la défense des acquis sociaux en France sont un seul et même combat. Alors que nos contempteurs des droits de l'homme qui n'ont que les mots de « peuple » à la gauche se placent du point de vue de la solidarité avec les gouvernants, nous nous plaçons au contraire du point de vue des travailleurs et de l'abolition du salariat si, comme Marx, on définit le salariat comme la concurrence que les ouvriers se font entre eux pour vendre leur force de travail.

L'argument selon lequel, en mettant l'accent sur la défense des droits de l'homme, on ferait le jeu de l'impérialisme est donc ainsi renvoyé à son néant théorique et à sa débilite pratique. Quand on voit sur le site du parti de gauche que le premier point de l'action internationale est la dénonciation de « l'instrumentalisation des droits de l'homme par l'impérialisme », on en tombe à la renverse. Pendant des décennies le PCF ressortait cet argument contre tous ceux dénonçaient les emprisonnements, les déportations, les procès iniques, les exécutions sommaires en URSS et dans les soi-disant « pays socialistes ». Le PCF, entièrement subordonné à Moscou, accompagnait fréquemment d'ailleurs son argumentaire de campagnes de calomnies, de dénonciations publiques et d'usage de la violence. Que le PG, dirigé par un ancien trotskiste comme Mélenchon, récupère cet « argument » stalinien dans les fonds de poubelles où le PCF avait fort heureusement fini par le jeter, c'est vraiment un comble. Non, mille fois non ! Le problème n'est pas la prétendue « instrumentalisation des droits de l'homme par l'impérialisme ». Le problème, c'est, chez tous ces petits bourgeois qui prétendent représenter le peuple mais veulent surtout le diriger, le commander et l'exploiter politiquement, l'incapacité à comprendre qu'il n'y a pas d'émancipation sociale sans liberté de pensée, sans liberté de groupement politique et syndical, sans liberté de la presse, sans défense des droits individuels et que le socialisme (ou le communisme, l'étiquette importe peu) ne peut être que l'extension des libertés, pas leur rabougrissement et encore moins leur suppression. Ceux qui font le « jeu de l'impérialisme », ce sont ceux qui se font voter des

pouvoirs spéciaux au mépris de la démocratie parlementaire, ceux qui interdisent les partis politiques et jettent en prison les « dissidents », tous ceux qui tentent de ressusciter le stalinisme pourtant mort et bien mort il y a vingt ans. Ils font doublement le jeu de « l'impérialisme » : d'une part en brimant leur propre peuple, ils lui interdisent de s'éduquer politiquement et d'autre part, ils permettent aux gouvernements étatsuniens et européens de se présenter sans frais comme les défenseurs de la liberté et montrer une fois de plus que le seul socialisme possible est le socialisme de caserne.

Pourquoi, à l'annonce du prix Nobel de Liu Xiaobo, n'a-t-on pas entendu la gauche dire : « C'est un premier pas ! Exigeons la liberté des prisonniers politiques en Chine et le droit des ouvriers à faire des syndicats indépendants ! » ? Non, au lieu de mener cette vraie bataille internationaliste, on se contente de proclamations creuses sur la « révolution citoyenne » et on laisse croupir en prison ceux qui n'ont pas eu d'autre tort que de ne pas penser comme le parti unique.

Nous voyons donc combien une véritable politique de l'émancipation sociale suppose que soit repensée de fond en comble la question de la liberté, sous toutes ses formes. Le socialisme et le communisme n'ont de sens que comme moyens de la liberté, c'est-à-dire de la libération des individus emprisonnés dans la cage d'acier du mode de production capitaliste.